

Jeudi 19 janvier, mobilisons-nous pour dire NON à la réforme des retraites !

La réforme des retraites que prévoit le gouvernement nous touchera toutes et tous.

Si les éléments de langage du gouvernement mettent l'accent sur une retraite soi-disant « plus juste », c'est bien l'ensemble des salarié.e.s qui seront impacté.e.s par le report de l'âge légal à 64 ans, et l'augmentation du nombre de trimestres pour une retraite à taux plein de 3 mois par an soit une accélération considérable des mesures Touraine de 2014, qui constituaient déjà une régression. **Il faudra travailler plus longtemps pour avoir une retraite à taux plein.**

Cette retraite "plus juste" passerait aussi par l'augmentation du minimum de pension à 1200 euros.

Or, d'une part, cette **augmentation du minimum** de pension était déjà prévue dans la loi Fillon de 2003, d'autre part, elle est **conditionnée à une carrière complète**. On le sait, les artistes-interprètes sont les premier.e.s concerné.e.s par les ruptures et les **accidents de carrière**. Pour les artistes-interprètes, ce minimum à 1200 euros constitue donc une chimère.

Enfin, si l'âge légal du départ à la retraite recule, l'**âge du maintien de droits à Pôle Emploi va mécaniquement reculer** aussi. On connaît la difficulté pour les artistes-interprètes à maintenir une activité professionnelle tout au long de leur carrière, surtout vers la fin. Mécaniquement, nombre d'entre nous sortiront du système sans bénéficier du maintien de droits, se retrouvant alors avec de nombreux trimestres non validés car non indemnisés. Beaucoup n'ayant pas cotisé sur l'ensemble des trimestres avant l'âge légal du départ en retraite, ce serait une double peine pour toutes celles et tous ceux qui se retrouveraient ainsi sorti.e.s du système.

Cette réforme est donc d'autant plus préjudiciable pour les artistes, qui ont déjà des pensions de retraite très basses, dues notamment au plafonnement journalier de leurs cotisations, qui ne prend pas en compte l'irrégularité de leurs salaires.

Contrairement à ce que prétend le gouvernement, cette réforme **n'est ni juste, ni inéluctable**. C'est à nous toutes et tous de faire en sorte qu'elle ne soit pas mise en œuvre, en nous mobilisant massivement dès jeudi !

Les points de rendez-vous partout en France